



L'EUROBAROMETRE



Bernard AUBRY
Statisticien retraité de l'INSEE-Alsace

Graphiques
Alexandre Kudriavtsev
Etudiant à l'Ecole de Management de Strasbourg
En stage à l'APR

En fournissant depuis 1973 un suivi régulier de l'opinion publique dans les Etats membres, les sondages Eurobaromètre apportent à la Commission une aide précieuse à la préparation, à la décision et à l'évaluation de son travail. Le champ couvert par les enquêtes est extrêmement vaste : la construction européenne, la situation sociale, la santé, la culture, les technologies de l'information, l'environnement, l'euro, la défense, etc. Entre le 22 et le 25 mai 2014, les citoyens des 27 pays de l'Union européenne seront appelés à choisir leurs représentants au Parlement de Strasbourg dans un contexte de désamour à l'égard de l'Europe. Les résultats étant accessibles en ligne, chacun pourra non seulement satisfaire sa curiosité, mais aussi se faire une opinion sur la façon dont la population dans son ensemble, mais aussi pays par pays, construit peu à peu une identité européenne. Une façon aussi de nous aider à regarder au-delà des limites de l'Hexagone.

S'agissant plus spécialement des données comparées de l'Allemagne et de la France, une réflexion collective devrait pouvoir s'inscrire assez naturellement dans le cadre des activités de l'Association de Prospective Rhénane.

PLAN

A – SONDER LES EUROPEENS

- 1- A propos de l'opinion publique : De Gaulle et les sondages
- 2- D'où viennent les chiffres ?
- 3 -Les sondages d'opinion, quelques repères
- 4 - Les sondages d'opinion dans l'histoire de la construction européenne
- 5 - L'Eurobaromètre dans le paysage des sondages
- 6 - L'EB : quatre familles d'enquêtes
- 7 - La méthodologie : les règles de l'art
- 8 - Les questions
- 9 - La diffusion des résultats
- 10 - Les critiques faites à 'EB
- 11- Pourquoi l'EB est-il méconnu ?
- 12 -Parmi les documents consultés

B - SAVOIR QUI NOUS SOMMES

Une sélection de résultats

- 1 - La satisfaction quant à la vie menée
- 2 - L'image de l'Union européenne 1973-2012
- 3 - Allemagne - France, indicateurs comparés 2001-2012
- 4 - Le bénévolat et la solidarité intergénérationnelle
- 5 - *Du grain à moudre*

Ce travail a bénéficié d'un enseignement donné à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg (IEP) il y a quelques années dans le cadre du DEA Politiques Publiques Européennes. L'auteur remercie les personnes qui ont bien voulu s'intéresser à cette étude et recevra très volontiers toute remarques et suggestions qui permettront d'en améliorer la qualité.

baubry.stg@orange.fr

A.1 - A propos de l'opinion publique : De Gaulle et les sondages



- Pour savoir ce que pensent les Français, aujourd'hui l'homme politique commande un sondage; autres temps, autres mœurs : on rapporte cette boutade prêtée au Général De Gaulle : « *Lorsque je veux savoir ce que pense la France, je m'interroge* » (1)
- « *Comment n'aurais-je pas appris que ce qui est salutaire pour le pays ne va pas sans blâme dans la nation ni sans perte dans l'élection?* » (2)

(1) citée par L. Blondiaux, in *La Fabrique de l'opinion*

(2) ultime phrase des « *Mémoires d'espoir* »

Eurobaromètre - Bernard AUBRY - APR

15/05/2013

La reconnaissance du sondage d'opinion repose sur deux préalables qui ne vont nullement de soi. D'une part il faut accepter le jugement sur un échantillon, reconnaître qu'avec une observation effectuée de façon rigoureuse auprès de 1000 personnes, on parvient à connaître les caractéristiques essentielles de la population toute entière. Or précisément, dans leur rigueur native, les statisticiens ont longtemps prêché pour des opérations exhaustives, des recensements réalisés avec l'objectif de n'oublier personne¹ !

D'autre part il faut accepter le concept d'opinion publique. Une notion qui se dérobe à ceux qui croient pouvoir la saisir. Les définitions de l'opinion publique, sa formation ou, si l'on préfère son « pétrissage », sont sujets à débat. Au point qu'à défaut d'une définition plus rigoureuse, on en est venu avec le temps à considérer, d'une façon évidemment réductrice, l'opinion publique comme le produit des sondages.

La résistance aux sondages a beaucoup perdu de sa vigueur. En France notamment on est passé en quelques décennies de l'abstinence à l'addiction : près de mille sondages diffusés chaque année ! Les débats sur la validité de la méthode, sur les modes opératoires, sur ses conséquences sur les résultats des élections faisaient régulièrement l'objet d'analyses dans la presse. Aujourd'hui, les critiques sont plus rares, l'objet s'est banalisé : en mettant en route le moteur de sa voiture, on ne s'intéresse plus aux découvertes scientifiques et aux techniques qui ont donné à l'homme une grande liberté de mouvement... mais aussi, en contrepartie, qui

¹ Pour obtenir l'assentiment de la population, l'Insee avait même choisi comme slogan pour un recensement : « *Tout le monde compte !* ».

occasionnent des nuisances collatérales.

Le lien entre sondage et démocratie devrait s'imposer de lui-même. Comme pour une l'élection (un homme, une voix), le sondage ne fait pas de différence entre les personnes. Mais le risque d'une « tyrannie » des sondages est bien réel. L'usage qui en est fait par les hommes politiques est en effet parfois discutable ; certains d'entre eux paient cher, parfois, le prix de leur égarement, un peu à l'instar du nocher qui, ébloui par la Lorelei perchée au sommet de la falaise, va s'échouer contre le rocher².

Eclairer, mais ne pas éblouir.

Ceux qui ont la responsabilité de gouverner doivent-ils se conformer aux sondages ? « *Je suis leur chef, donc je les suis !* » pour reprendre une formule parfois entendue, ou bien doivent-ils affirmer d'abord leur propre vision et dépasser les attentes immédiates de l'opinion publique, agrégation plus ou moins claire des avis de leurs concitoyens. En ce sens, les propos sur les sondages attribués au Général de Gaulle sont éloquentes.

A.2 - D'où viennent les chiffres?



en simplifiant :

- Au niveau des **pays** ° pour les faits et les comportements : l'Insee, Destatis, Istat..
° pour l'opinion : des entreprises privées (Ifop, Sofres...)
- Au niveau de l'UE ° pour les faits et les comportements : **Eurostat**
° pour l'opinion : **l'Eurobaromètre**

Pour les faits et comportements :
un conseil de la statistique dans chaque pays (en France le CNIS) et en Europe, le CEIES.

Pour les opinions : **néant**
Chacun fait comme il l'entend avec cependant deux contraintes :
la CNIL (Informatique et Libertés) et la Commission des sondages (enquêtes préélectorales)

Eurobaromètre - Bernard AUBRY - APR15/05/2013

Les statistiques que l'on rencontre quotidiennement dans les débats politiques, économiques et sociaux peuvent être classées, grosso modo, en deux grandes catégories. Les unes correspondent à des faits ou à des comportements, les autres à des opinions ou à des attitudes. Les premiers sont objectifs, et sont donc a priori vérifiables. Ce sont des données démographiques, des indicateurs sur les ménages, sur leurs revenus, sur l'équipement de leur maison, etc. Les secondes en revanche

sont parfaitement subjectives : chaque personne a le droit de déclarer à l'enquêteur une opinion à un instant donné et d'en exprimer une autre tout à fait contradictoire à l'instant suivant. Le système de collecte de l'information ne peut être le même dans les deux cas³.

A l'échelle nationale

L'élaboration des **données économiques et sociales** relève pour l'essentiel de l'action publique. En France, c'est l'Insee qui la charge de traiter ces données. En Allemagne, c'est Destatis, en Italie Istat, etc. Ces institutions publiques ne peuvent engager des enquêtes de leur propre chef. Elles sont tributaires d'une instance chargée de refléter les besoins exprimés par la société. En France, le CNIS (Conseil National de l'Information Statistique), une assemblée d'une centaine de membres issus des diverses composantes de la société, propose chaque année un programme de travaux statistiques devant être exécutés par les services concernés (l'Insee, mais aussi les services statistiques des ministères). Les contraintes sont relativement strictes⁴. Elles reposent depuis plus d'un demi-siècle sur des principes de base, aujourd'hui précisés et consignés dans un « *Code européen des bonnes pratiques de la statistique publique* ». Pour des raisons budgétaires, les instituts nationaux sont tenus d'exploiter, chaque fois que possible, les différents documents administratifs qu'une société moderne secrète, documents d'une grande richesse d'information, sous-produits de l'activité des services publics⁵. Les domaines non couverts ou mal renseignés sont explorés par des enquêtes spécifiques, effectuées par sondage, auprès de la population ou des entreprises. En ce cas, les questions posées sont adaptées à la satisfaction des besoins d'information et font, si l'on ose dire, le « bonheur » des statisticiens.

Hormis quelques exceptions (notamment en matière de conjoncture), les services publics de la statistique ne conduisent pas d'enquêtes sur les opinions. Celles-ci relèvent du secteur marchand. Les sociétés qui les réalisent sont tributaires de la capacité financière de leurs commanditaires (médias, entreprises, associations...). Il n'y a pas en France de régulation des enquêtes d'opinion. Chacun fait ce qu'il veut pour autant qu'il respecte les consignes de la CNIL (Conseil National sur l'informatique et les Libertés) et, le cas échéant, de la Commission des sondages (pour les enquêtes préélectorales). On peut faire l'hypothèse que les clients attendent pour eux-mêmes des résultats fiables, ce qui crée de fait entre les instituts une concurrence plutôt

² On serait tenté de proposer la boutade suivante : « *Les sondages sont aux hommes politiques ce que les miroirs sont aux alouettes* »

³ La dichotomie est aujourd'hui moins marquée que dans le passé. Dans nombre d'enquêtes statistiques du service public, quand on interroge la population sur leur logement, sur l'immigration, etc, on adjoint maintenant aux questions sur les faits des compléments sur le ressenti.

⁴ Il y a le monde tel qu'il est et le monde tel qu'il devrait être. C'est l'Insee qui détient le secrétariat du Cnis et l'osmose entre les deux institutions est telle que certains déplorent l'ascendant des spécialistes de la statistique sur les choix du Conseil, sachant qu'officiellement c'est la liste des enquêtes établie par le Cnis qui est publiée au JO qui sert de référence pour le programme de la statistique publique de l'année suivant la parution.

⁵ La volonté de redistribuer les richesses pour assurer une meilleure justice sociale exige que l'Etat dispose sur les deux parties, les contributeurs et les ayants-droits, des informations qui lui sont nécessaires.

favorable à la qualité des résultats produits. La compétition, le besoin de proposer des enquêtes à des coûts modérés, favorisent l'innovation. Les entreprises privées ont depuis longtemps privilégié la méthode des *quotas*, elles ont peu à peu délaissé la méthode traditionnelle d'entretiens en face-à-face pour des interviews par téléphone, et, maintenant, par internet. On voit bien les avantages en matière de coût et de rapidité que ces façons de procéder procurent. Le service public s'adapte lui aussi dans ses propres sondages sur les faits, mais il le fait avec davantage de prudence, car les nouveautés ne vont pas sans risques et doivent être dûment testées avant d'être appliquées à grande échelle⁶.

A l'échelle de l'Union européenne

Les besoins en informations quantitatives nécessaires à la construction et au bon fonctionnement de l'Union européenne sont considérables. Ils sont confiés à deux institutions tout à fait différentes tant dans la taille que dans le mode de fonctionnement.

D'un côté **Eurostat** a la charge des données économiques et sociales⁷. Eurostat n'effectue pas, du moins directement, de collecte des données. Eurostat « fédère » les différents instituts nationaux de statistique, selon le principe de subsidiarité. Comme chaque pays a construit son propre système statistique, différent selon son organisation politique (centralisée ou fédérale), il est difficile, en ce domaine comme en d'autres, de construire une Europe de la statistique. C'est pourquoi les pouvoirs d'Eurostat sur les pays, d'abord limités, se sont accentués par la force des choses ; il faut parfois passer de la persuasion à la contrainte, il faut contrôler davantage pour éviter des dérives conduisant à des décisions pouvant mettre en péril la confiance dans les institutions européennes. Mais sauf exception, chaque institut national reste libre de collecter les données comme il l'entend (documents administratifs ou enquêtes) pour autant qu'il respecte un minimum de contraintes. La construction de l'Europe statistique se fait sur le long terme. Elle passe par des actions de formation, notamment auprès des cadres issus des pays récemment introduits dans l'Union. Ainsi les systèmes statistiques en vigueur dans les pays à économie dirigée étaient inadaptés aux besoins d'une économie de marché ; ils ont dû être profondément réformés.

S'agissant de la connaissance des opinions, le rôle de la Commission a été beaucoup plus facile du fait de l'inexistence de services publics nationaux dans ce domaine. L'**Eurobaromètre** a donc été créé ex nihilo et il a toujours été modeste par l'importance de ses effectifs. Les enquêtes auprès de la population sont faites par des sociétés privées sélectionnées après réponse à des appels d'offre.

⁶ L'Insee effectue actuellement des tests préparatoires à l'introduction de l'internet dans les procédures du recensement, ce que font déjà certains pays depuis plusieurs années.

⁷ Eurostat suit également le domaine de l'environnement

A.3 - Les sondages d'opinion, quelques repères



Intuitions, premières expériences : votes de pailles (USA, vers 1820),

- Aux Etats-Unis : Gallup (1936, élection de Roosevelt),
- En France : Jean Stoetzel crée l'IFOP en 1938
- En Allemagne : Elisabeth Noelle Neumann, institut Allensbach (la *Spirale du Silence*)
- 1963 : naissance de la Sofres
- 1965 : reconnaissance médiatique en France (ballotage de De Gaulle)
- en France, actuellement, près de 1000 sondages publiés chaque année

Les premières enquêtes préélectorales, attribuées à deux journaux américains, ont débuté aux Etats-Unis en 1824. Il s'agissait alors de *votes de paille* (*straw polls*). Elles relevaient de pronostics établis à partir d'observations un peu analogues à nos enquêtes d'opinion, mais en l'absence de support théorique. Ces pronostics n'ont pas toujours été erronés. Même si les bases du calcul des probabilités étaient déjà largement établies à l'époque, les applications de la discipline au jugement sur échantillon n'avaient pas été perçues. Il fallut attendre la fin du XIX^{ème} siècle (le Norvégien Kiaer et sa célèbre présentation au Congrès international de la statistique à Berne en 1895), pour que la communauté scientifique commence à prendre au sérieux cette nouvelle discipline, quoique dans une hostilité presque générale. Ce n'est qu'une trentaine d'années plus tard que l'assise mathématique de la théorie des sondages a été reconnue de façon incontestée.

Mais la science est une chose et son application en est une autre. La reconnaissance de l'intérêt des sondages remonte aux élections de 1936 qui ont vu la victoire de Franklin Roosevelt à la présidence des Etats-Unis. Des sondages effectués par trois instituts, dont Gallup, auprès de seulement quelques milliers d'électeurs choisis de façon représentative se sont révélés plus fiables que des investigations faites auprès de plusieurs millions de personnes interrogées sans précautions (en l'occurrence les lecteurs de la revue *Literary Digest*). Deux années plus tard, à la suite de sa visite outre-atlantique, Jean Stoetzel créait l'Ifop. Plusieurs sondages ont été diffusés avant la guerre (sur la natalité, le tabac, la politique internationale) et, dès le mois d'août 1944, le journal *Libération* titrait sur l'opinion des Parisiens au lendemain de la libération de leur ville.

Curieusement les médias français ont boudé les sondages pendant près de vingt ans ;

les cotes de popularité des hommes politiques, pourtant régulièrement mesurées, ne les intéressaient guère. Il a fallu attendre le sondage de l'Ifop publié par France-soir prédisant, la veille de l'élection, la mise en ballottage du Général de Gaulle, et ce contre toute attente (les rumeurs sans doute diffusées par les Renseignements généraux donnaient même le général très largement gagnant au premier tour). Il arriva en France ce que les Etats-Unis avaient connu trente ans plus tôt : la reconnaissance des sondages d'opinion par la presse, malgré de fortes résistances provenant surtout des milieux académiques. A cela s'ajoute qu'avec la Vème République, l'introduction du suffrage universel à l'élection présidentielle a stimulé à la formation d'une opinion publique, les sondages y ayant aidé par la plus grande visibilité qu'ils lui ont donnée.

En France tout particulièrement, l'histoire des sondages est marquée au moins par deux grands débats.

- 1) Sur la façon de construire l'échantillon. Les « puristes », accrochés à la logique mathématique, ne reconnaissaient que les *tirages aléatoires*, avec pour argument qu'ils étaient seuls en mesure de déterminer la largeur de l'intervalle de confiance (la « fourchette »). Les autres, arguant de considérations pratiques, considéraient que la méthode des *quotas* (création d'un modèle réduit de la population), beaucoup moins contraignante, donnait des résultats tout à fait satisfaisants. Dans le premier cas, l'incertitude était mesurée – ce qui sied à un esprit scientifique – dans le second cas elle ne pouvait pas l'être. Peu à peu la méthode des quotas s'est cependant imposée en France notamment pour ce qui concerne les enquêtes d'opinion.
- 2) Un autre débat a marqué les premières années de diffusion des résultats de sondage dans les médias. Les sociologues étaient partagés. A l'inverse de Jean Stoetzel, d'autres universitaires, notamment Pierre Bourdieu et dans son sillage Patrick Champagne faisaient valoir que l'opinion publique n'existait pas, que les sondages n'étaient qu'un artefact. A cela s'ajoutait une autre critique, celle de la manipulation présumée de la population puisque les instituts de sondages étaient financés par des entreprises privées dont les motivations ne pouvaient pas être désintéressées. Quelques organes de presse ajoutaient encore, si l'on peut dire, une couche supplémentaire à la critique, en citant de réels exemples de sondages contestables. Ces incidents ont conduit à la création en 1977 de la Commission des sondages ; ils ont obligé la profession à se doter de sa propre initiative de règles de déontologie, de sorte que le débat a peu à peu perdu de sa vigueur.

A.4 - Les sondages d'opinion, dans l'histoire de construction européenne

- L'échec de la CED (Communauté européenne de défense) - 1954
- Premier sondage de la Commission en 1960
- Création officielle de l'Eurobaromètre en 1973 : **Jacques-René RABIER**

- *quelques personnalités ayant inspiré l'EB :*
- Jean Baptiste DUROSELLE (historien)
- Jean STOETZEL, Hélène RIFFAULT (sociologues)
- Ronald INGLEHART (univ. Michigan) : le post-matérialisme
(avec JR Rabier, concept de « mobilisation cognitive »)
- Karlheinz REIF (sciences politiques, univ. Mannheim et Bamberg)
- Anna MELICH (univ. Genève et Commission)

- Question : **Pourquoi l'EB a-t-il si peu de retentissement?**
Inconnue de l'opinion, peu de reprises dans la presse...

Dans son ouvrage, *La Fabrique de l'opinion*, Loïc Blondiaux relate un épisode peu connu de la vie des sondages qui a probablement joué un rôle décisif dans le processus de la construction européenne. On est au début des années 50, les six Etats à l'origine de l'Europe signent, sous l'impulsion des Etats-Unis un traité instituant la Communauté européenne de défense (CED). Ce traité suscite des réserves dans la partie française et son approbation par le Parlement n'est pas acquise. Le Président du Conseil, René Pléven, commande à l'IFOP un sondage confidentiel d'où il ressort une majorité de oui (46 % contre 22 % de non). En diffusant quelques mois plus tard les résultats, la revue *Réalités* déclenche une bronca : une partie de la presse et de grandes personnalités rejettent ce sondage, arguant de son ancienneté, de sa qualité douteuse, etc. Le malaise dans la société s'accroît. La question est réglée quand, au mois d'août 1954, l'Assemblée rejette le traité. Dépit, Jean Monnet démissionne de son poste de président de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) L'idée d'une Europe politique est abandonnée. L'ambition se limite alors à la construction d'une Europe économique. En 1957, le traité de Rome donne naissance à la Communauté économique européenne (CEE).

A.5 - L'EB, dans le paysage des sondages



Un outil à double usage :

- - au service la Commission, pour aider à la prise de décision
- - pour l'information des citoyens

Une source d'information sans concurrence au moins sur deux points

- - la comparabilité dans le temps et l'espace
- - La transparence (accessibilité des résultats à tous)

D'autres enquêtes internationales

- L'EVE/EVS (Enquête sur les valeurs de Européens (univ. Louvain-Tilburg)
- PEW (USA), Kairos Future (Suède)...
- Gallup, IPSOS...
- Latinobarometro – Africa barometer – Asia Barometer

Dès 1960 quelques sondages sont réalisés à l'initiative de la Commission⁸. L'Eurobaromètre (EB) voit le jour en 1974, même si la série des enquêtes commence un peu plus tôt. Le nom de Jacques-René Rabier est associé à la création de ce qui n'est qu'un très petit service. Devant céder sa place à un Irlandais à la suite de l'intégration dans la CEE de trois nouveaux pays, ce directeur de la Commission s'engage, avec des moyens rudimentaires, mais grâce à un réseau d'universitaires de différents pays (Ronald Inglehart, Hélène Riffault, Jean Stoetzel, etc.), dans une entreprise d'investigation de l'opinion européenne. J.R. Rabier met en point la méthode et les questionnaires et c'est l'institut Faits et Opinions, une société que J. Stoetzel venait de créer après avoir quitté l'Ifop, qui réalise les premières enquêtes sur le terrain.

Bien qu'il soit relativement peu connu du public, l'EB représente une source d'information sans réelle concurrence :

- par sa capacité à fournir des séries longues, jusqu'à 40 ans de recul pour les quelques questions dont la formulation n'a pas changé. Ces questions sont dites *trend-trend*. Or, disposer de séries longues est indispensable pour donner du sens aux variations d'un baromètre. Cela ne vaut pas seulement pour l'opinion : des observations sur la durée permettent en quelque d'étalonner l'instrument.
- par la comparabilité dans l'espace : tous les pays sont traités de la même façon ou presque, du moins dans le temps où ils appartiennent à la Communauté ou à l'Union européenne. Grandeur, mais aussi servitude d'un service financé sur des fonds publics, les règles de fonctionnement sont rigides, comme en témoignent les contraintes politico-scientifiques qui décident du nombre de personnes contactées et des

⁸ La revue *Sondages* a publié alors (1963.1) une première étude intitulée : « L'Opinion publique et l'Europe des Six »

modalités de leur interview dans chaque pays.

Sans concurrence ? Il faut cependant nuancer ce point. En effet, régulièrement la presse rend compte de résultats établis par d'autres instituts qui effectuent à la même date des enquêtes identiques dans différents pays. L'EB se ferait donc voler la vedette ? Qu'en est-il des autres institutions diffusant des résultats faisant de l'ombre à l'EB ? Elles sont de plus en plus nombreuses et leurs raisons d'être sont très différentes. Ainsi :

- L'institut Ipsos a diffusé au début de l'année 2013 les résultats d'un sondage effectué auprès de la population de 5 grands pays de l'Union européenne. L'enquête a été commandée sur fonds privés, ce qui au reste ne permet pas de porter a priori un jugement négatif sur la qualité des données. La réception médiatique, autour du pessimisme des Français a été très forte. D'autres instituts privés réalisent ou sont susceptibles de réaliser eux aussi des baromètres ou des enquêtes internationales. Ainsi la Sofres en 2011 pour la Fondation Fondapol dans plus de 20 pays (étude sur la jeunesse), Gallup auprès de 51 pays en 2013, etc.
- Le PEW Research Center - une fondation américaine à l'ambition mondiale qui fonctionne également sur fonds privés - a diffusé en mai 2013 une série de données qui ont frappé l'opinion européenne : les Français seraient devenus, en quelques mois, très largement eurosceptiques.
- Deux universités européennes - l'université catholique de Louvain et celle de Tilburg - (NL) réalisent tous les 9 ans depuis 1981 une vaste enquête sur les Valeurs des Européens (en anglais *EVS European Values Studies*). Le nombre de pays couverts ne cesse d'augmenter : 47 pays en 2008, dont quelques-uns hors du champ EB (Russie, USA, Canada).
- La liste n'est pas exhaustive. On pourrait citer aussi l'ESS (*European Social Survey* - première enquête en 2001). En 2006, la presse avait largement repris des résultats issus des travaux de l'institut suédois Kairos Future, d'où il ressortait l'étonnant pessimisme qui déjà semblait déjà à l'époque accabler la jeunesse française.

Certains organismes s'efforcent de diffuser une sélection de résultats propres à faire les titres des journaux pour marquer l'opinion. D'autres, comme l'EVS et dans une certaine mesure l'EB ont une empreinte plus indirecte sur la société car ils visent à fournir aux chercheurs des bases de données destinées à la réalisation ultérieure de travaux d'analyse sociologique. Ces deux institutions ont l'une et l'autre bénéficié à leur création de la contribution de J. Stoetzel et de H. Riffault et les champs couverts par l'un et l'autre présentent une partie commune.

Toutefois, si l'EVS s'est construit dans un cadre purement universitaire, l'EB a dès son origine une orientation politique affichée : il est un instrument mis au service de la construction européenne.

Comme Eurostat qui doit se battre sans cesse pour obtenir de ses partenaires nationaux en temps voulu des données fiables, l'EB souffre de handicaps relevant de

son statut de service public⁹. La collecte des opinions est plus rapide si l'on interroge les personnes par internet (c'est le cas pour l'enquête Ipsos citée plus haut), que par entretien à domicile au terme d'une sélection de personnes désignées par tirage au sort, personnes qui se révèlent parfois difficiles à joindre. Quant aux traitements d'après-collecte, si on en connaît les grandes lignes pour ce qui concerne l'EB, les utilisateurs ne savent pas grand-chose des méthodes de redressements des instituts privés¹⁰. Pour qui veut analyser sérieusement les résultats, la transparence dans la description des méthodes de collecte et de redressement est une qualité première.

La démarche EB semble avoir maintenant une reconnaissance mondiale puisque des systèmes pour la mesure de l'opinion publique ont été institués sur d'autres continents :

- Le Latinobarometro (18 pays)
- L'Africa barometer (34 pays)
- L'Asia Barometer (11 pays)

Dans tous les cas, les motivations portent d'abord sur la perception par les citoyens de problèmes autour du souci d'une meilleure gouvernance. De leur côté les enquêtes EVS, qui dans un premier temps ne concernaient que les pays d'Europe, sont maintenant effectuées dans d'autres continents (les USA, le Canada, le Japon) sous le nom de *World Values Survey* (WVS).

⁹ Notons que l'on retrouve là un dilemme classique : qu'est-ce qu'une statistique de qualité ? Une donnée « bichonnée » par des statisticiens méticuleux risque d'être obsolète si elle est diffusée trois ans après sa référence. Il faut trouver un compromis qui dépend de la nature et de l'usage de la série. D'ailleurs le Code des bonnes pratiques distingue la pertinence d'une statistique (§ 11) de sa fraîcheur (§ 15).

¹⁰ S'agissant des enquêtes préélectorales qui relèvent certes d'une autre démarche, les recettes dites de « cuisine » appliquées pour les redressements des résultats bruts sont jalousement gardées par les instituts ; en règle générale, les méthodes utilisées donnent généralement de bons résultats.

A.6 - L'EB : quatre familles d'enquêtes

- **Les EB Standard** – deux fois par an (printemps-automne), beaucoup de questions identiques d'une enquête à l'autre
- **Les EB Special** : thématiques, en fonction des besoins, méthodologie identique à l'EB Standard
-
- **Les EB Flash** : méthodologie simplifiée, thématiques diverses, fréquence variable, touchant souvent sur des populations-cibles (décideurs, chefs d'entreprise...)
-
- **Les EB Focus groupe** – enquêtes non directives

C'est la Commission, Direction générale de la Communication (ex DG10) qui est au cœur du dispositif. Le service EB emploie 6 personnes qui ont des tâches d'organisation et de gestion générales. Les enquêtes sur le terrain sont confiées à une entreprise ou un consortium d'instituts de sondages après lancement d'un appel d'offre. Dans la suite de ce texte, quand des informations techniques sont données, elles correspondent généralement à l'appel d'offre en cours..

Le Parlement est associé à l'appel d'offre. Il est susceptible d'engager ses propres enquêtes EB, ce qu'il fait d'ailleurs en diffusant son « *Parlemètre* ».

Actuellement et depuis de nombreuses années, les enquêtes EB sont classées en quatre catégories : les **EB Standard** et **EB Special**, réalisées selon une méthodologie commune, les enquêtes **EB Flash**, et les enquêtes qualitatives **EB Focus Group**. Dans le passé, d'autres types d'enquêtes ont été réalisées : l'enquête **MEGA** (1995) pour tenter de faire apparaître un peu de la diversité des régions, et surtout deux séries d'enquêtes effectuées auprès des pays candidats et des pays récemment intégrés dans l'UE. L'enquête **CE-EB** a été réalisée de 1991 à 1997, c'est-à-dire au cours des années qui ont suivi la chute du Mur, dans différents pays de l'Europe Centrale et Orientale (de l'Ukraine jusqu'au Kazakhstan, en passant par l'Arménie - Russie non comprise). Il s'agissait de tester l'intérêt porté par les populations à une éventuelle entrée de leur pays dans l'Union européenne. Par ailleurs, de 2001 à 2004, des enquêtes spécifiques dite **EB-PC** ont été effectuées dans 13 pays candidats. Toutes ces enquêtes ont été effectuées avec une méthodologie très voisine de celle de l'EB Standard.

Avant de décrire avec davantage de détail les enquêtes quantitatives, précisons que l'institut *TNS Sofres Political & Social* – qui depuis 2005 réalise les enquêtes

quantitatives de l'EB - a été reconduit en avril 2013 pour effectuer à nouveau pendant quatre ans les enquêtes EB Focus Group. Il s'agit du plus grand contrat d'études qualitatives au monde (contrat d'environ 18 millions d'euros dans 35 pays). Ces enquêtes effectuées sur des groupes tendent à combler les limites des enquêtes quantitatives, elles s'attachent à comprendre comment les opinions, comment leurs motivations se construisent. Ces méthodes sont très chères car elles impliquent le recrutement de psycho-sociologues (2 heures pour la réunion, sans compter les analyses qui suivent), mais elles sont nécessaires pour nuancer les résultats des enquêtes quantitatives par nature plus réductrices, résultats qu'elles contredisent parfois.

A.7 - La méthodologie : les règles de l'art





Pour EB Standard et EB Special, même façon de procéder :

- Méthode de tirage par « chemins aléatoires » (contrairement à la plupart des sondages d'opinion qui se font généralement par la méthode des quotas)
- 1 000 interviews pour chacun des pays (D : 1500, RU : 1300, IS, ME, MT, CY, Cytcc : 500),
questionnaires traduits en 36 langues
- Interviews par enquêteur (« face-à-face »), contrôlés à raison de 8%
- Redressements au niveau de la région Nuts II : Région (F), Regierungsbezirk (D)...
sur les principales variables sociodémographiques (sexe, âge, âge de fin d'études, catégorie sociale...) selon les chiffres d'Eurostat

Eurobaromètre - Bernard AUBRY - APR
15/05/2013

Les enquêtes EB Standard et EB Special diffèrent essentiellement par le fait que les unes sont administrées deux fois par an avec un questionnaire comprenant nombre de questions communes, tandis que les autres se font sur des thèmes variables, en fonction des besoins du moment. On donne le nom de *vague* à chacune des enquêtes (donc deux vagues par an pour l'EB Standard – printemps et automne - , un nombre variable pour l'EB Special).

A chaque fois, ce sont environ 1000 personnes âgées de 15 ans ou plus qui sont interrogées dans chacun des pays du champ de l'EB¹¹. En dehors du champ de l'UE27,

¹¹ Cette règle souffre de peu d'exceptions : 1500 personnes en Allemagne (dont 500 dans l'ex Allemagne de l'Est, 1300 au Royaume-Uni (dont 300 en Irlande du Nord). Dans certains pays, l'Islande, le Monténégro, la République de Chypre et la Communauté chypriote turque, le nombre de personnes enquêtées est fixé à 500.

on interroge aussi un échantillon de la population de quelques autres pays. Il est ainsi prévu de porter à court terme à 40 (au lieu de 34) le nombre de pays ou territoires concernés (intégration notamment de la Suisse et des USA).

Les personnes à enquêter sont tirées au sort dans des ménages eux-mêmes désignés de façon aléatoire par la méthode des « chemins aléatoires » (« *random route* »). Les enquêtes se font à domicile, en face-à-face. Les personnes à enquêter absentes de leur domicile sont recontactées trois fois.

Le cahier des charges impose une représentativité des échantillons par région nuts 2¹². Mais les résultats régionaux, même « redressés » en fonction des structures démographiques, n'ont aucune valeur statistique puisqu'ils reposent sur des effectifs dérisoires (en fait une trentaine d'Alsaciens seulement sont interrogés à chaque enquête).

A.8 - Les questions



<ul style="list-style-type: none">• <i>Questions générales</i>- Identité culturelle et nationale- Relations internationales- Conditions de vie- Médias, information, langue- Attitudes politiques- Participation politique- Partis politiques- Valeurs et religions - <i>Nombre de questions par enquête : entre 40 et 120 - compter parfois 1 heure d'entretien</i>	<ul style="list-style-type: none">• <i>Questions sur l'UE</i>• Unification européenne• Institutions européennes• Marché unique européen• Politiques européennes • <i>Questions sociodémographiques sur :</i>• Le répondant• Le foyer (le ménage)• La Région <p style="text-align: center;"><i>(d'après Salvatore Signorelli)</i></p>
---	--

Eurobaromètre - Bernard AUBRY - APR 15/05/2013

Les questions proposées sont le plus souvent fermées (l'« enfermement » des opinions interpelle toujours, mais les questions ouvertes sont plus difficiles à codifier sans être pour autant plus faciles à interpréter. Parfois le questionnaire prévoit des questions-filtres.

Exemple de question *trend* (question régulièrement proposée) sur l'identité culturelle

¹² NUTS : Nomenclature des unités territoriales statistiques. Il s'agit du découpage du territoire de l'UE en cinq niveaux. Le niveau 1 correspond en Allemagne au Land, en France à la « grande région » une entité sans réalité politique, le niveau 2 en France à la Région, en Allemagne à la Regierungsbezirk... Le niveau 5 correspond à la commune (Gemeinde en Allemagne)..

et nationale :

- attitude à l'égard des immigrants et autres populations étrangères
- fierté nationale/européenne
- identité nationale versus européenne
- identité régionale
- confiance dans les personnes d'autres pays

Voici l'une des questions *trend-trend*, posée depuis 1973 avec le même libellé :

« *D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour notre pays de faire partie de l'Union européenne est : une bonne chose, une mauvaise chose, une chose ni bonne ni mauvaise* »

S'agissant de l'EB Special¹³, les vagues sont réalisées selon les besoins des différents services de la Commission, et maintenant du Parlement.

Quelques exemples de thèmes abordés :

- attitude des Européens envers la corruption, le tabac, la drogue, l'environnement, le nucléaire, la biotechnologie, les robots, la cybersécurité, la pauvreté, les vacances, le cancer,
- la politique agricole commune (PAC) ;
- l'exclusion, la citoyenneté européenne, l'attitude envers les pays candidats, Les discriminations, les femmes aux postes de direction, les jeunes, le vieillissement actif, les dons d'organe, l'aide humanitaire,
- la connaissance des langues, la communication électronique entre les ménages
- des enquêtes post-électorales, notamment pour comprendre les raisons des échecs des référendums néerlandais et français.

Les **EB Flash** correspondent à des enquêtes spéciales qui portent sur des sujets d'actualité. Elles se font par téléphone sur un échantillon réduit (500 personnes par pays). Le plus souvent ces enquêtes s'adressent à des groupes-cibles, des dirigeants d'entreprises par exemple.

.....

Pourquoi 1000 personnes ?

La théorie des sondages nous apprend que la précision d'un sondage dépend du nombre d'observations. Dans le cas de 1000 personnes tirées au sort sur des listes, l'incertitude des résultats est environ de plus ou moins 3 points autour de la valeur mesurée.

Ainsi par exemple si, dans un sondage électoral, 45 % de personnes se disent favorables à un candidat, il y a 95 chances sur 100 pour que le chiffre vrai, celui que l'on cherche à estimer, soit compris entre 42 et 48 %. En d'autres termes, on a 5 « chances » sur 100, ou si l'on préfère, un risque de 1/20 de se tromper de façon significative.

Ce résultat implique évidemment que l'observation se soit déroulée de façon parfaite, ce qui n'est jamais le cas, quels que soient les efforts accomplis dans ce sens (libellé de la

¹³ Parmi les derniers rapports :

Réf 395 – EB 77.1 – La discrimination dans l'UE (rapport novembre 2012)

Réf 391 – EB 77.4 – Le climat social (rapport septembre 2012)

Eéf 390 – EB 7702 – La cybersécurité (rapport juillet 2012)

question sans ambiguïté, contrôle des enquêteurs, etc). Il faut retenir aussi que la largeur de l'intervalle de confiance, la « fourchette » évolue en fonction inverse de la racine carrée de la taille de l'échantillon. Ainsi pour réduire de moitié la « fourchette » (passer de 3 à 1,5 point de part et d'autre de la valeur centrale) il faut multiplier par 4 le nombre de personnes à interroger. En d'autres termes, **doubler la précision revient à quadrupler le coût de l'enquête sur le terrain** (du moins si on ne prend pas en compte les coûts fixes).

C'est à cause de ce résultat théorique que l'on a été amené, avec l'expérience, à retenir le chiffre de 1000 interviews, chiffre quasi-symbolique que l'on retrouve très souvent au bas des tableaux de résultats publiés par la presse.

Attention. La formule de l'intervalle de confiance ne vaut que pour la population totale. Si l'on veut cerner la popularité d'un homme politique sur un groupe d'âge, les 30-44 ans de sexe masculin par exemple, la précision serait **trois fois plus mauvaise** si le groupe ne comprend que 110 personnes (effectif divisé par 9 sur la base d'un échantillon de 1000 personnes).

Néanmoins, que l'on se rassure. Les méthodes de tirage tiennent compte des avancées de la connaissance, tant en matière de calcul des probabilités que de l'opinion. Ainsi la stratification (méthode déjà ancienne) sur quelques variables de contrôle (sexe, âge, niveau de diplôme...) permet-elle, toutes choses égales par ailleurs, de réduire la largeur de la fourchette de façon significative.

A.9 - La diffusion des résultats



- Chaque enquête fait l'objet d'un rapport mis en ligne, d'accès facile
- Actuellement les résultats de 61 questions sont présentées de façon interactive* : graphiques, tableaux, téléchargement pour l'ensemble de l'UR27 et pour chaque pays
- Les rapports ne sont pas pratiquement pas commentés (pas de mise en évidence des corrélations par exemple...)
- Possibilité d'accéder à une base de données (GESIS)

* En réalité :

- l'offre est réduite, eu égard aux possibilités de la technique (pas de regroupements à la demande, ex : pays méditerranéens, catégories de population...)
- Ni présentation thématique, ni alphabétique des questions

Eurobaromètre - Bernard AUBRY - APR15/05/2013

Le site de l'EB est clair. Il permet d'accéder rapidement aux différents rapports, ce qui est appréciable et fournit une information d'une richesse considérable. Cependant le contact avec les résultats, d'emblée séduisant, lasse assez vite à cause d'une certaine monotonie dans le choix des tableaux et des graphiques proposés. Les commentaires sont purement descriptifs et ne cherchent donc pas à corréliser entre eux les résultats. Cette parfaite neutralité de l'institution n'est d'ailleurs pas forcément une mauvaise chose, mais précisément elle appelle à une mobilisation en aval par des acteurs motivés (des journalistes pour l'information du public, des enseignants pour la formation des étudiants, des responsables d'associations pour associer leurs membres à des réflexions sur l'objet de leur action, etc.) afin de faire émerger des idées originales par un examen attentif et pertinent des résultats.

La base interactive créée sur le site est décevante à plus d'un titre. Certes elle permet d'accéder à des tableaux, des graphiques et même des cartes, mais la sélection des 61 questions est rendue difficile par l'absence de classement tant alphabétique que thématique. On ne connaît pas au départ de la requête quelles sont les dates de disponibilité de la série attendue. On est donc frustré quand on constate que la série a été interrompue il y a dix ans ou, pis encore, quand la série se limite à une seule observation...

On attendrait aussi d'une institution qui prône la modernité, qui veut aider à l'entrée dans l'ère de la « *société de la connaissance* », qu'elle mette à disposition des logiciels de fourniture de tableaux nettement plus performants. Ce n'est pas une exigence excessive que d'espérer obtenir aisément des résultats non par pays mais pour des regroupements de pays à la demande, par exemple pour l'espace méditerranéen, les pays de la zone euro, voire même pour un ensemble de régions pour autant que la population concernée soit de taille suffisante¹⁴, etc. Par ailleurs il faudrait disposer d'un minimum de résultats pour chacune des catégories, âge, diplômes, type d'habitat, rural ou urbain par exemple, informations indispensables si l'on veut dépasser la connaissance des clivages entre pays, les seuls auxquels on puisse quasiment accéder actuellement, pour s'intéresser aux clivages sociologiques d'entités supranationales. Par ailleurs on nous offre la possibilité de télécharger des fichiers. Certes, mais qui ne connaît pas le format CSV proposé ne pourra obtenir un tableau excel directement exploitable¹⁵.

Enfin on peut regretter la difficulté d'accès au questionnaire et plus généralement aux notes techniques. Aux temps pas si lointains où la diffusion se faisait sur papier, ces informations figuraient en annexe des documents.

¹⁴ Noter que, contrairement à Eures (Service de l'emploi), Eurostat ne diffuse toujours pas de données statistiques pour les euro-régions.

¹⁵ GESIS Leibniz (Institut für Sozialwissenschaften, Köln), met à disposition des résultats de l'EB sous la forme d'un CD (25 euros). Cet institut gère aussi la diffusion de l'EVS.

A.10- Les critiques faites à l'EB

- * **Critiques classiques des enquêtes d'opinion** (cf Bourdieu, Champagne...)
Qu'est-ce que l'opinion publique? – Peut-elle se réduire à quelques pourcentages? ...
- * **Critiques propres aux enquêtes internationales**
les mots, même soigneusement traduits, n'ont pas le même sens, ne déclenchent pas le même affect
- * **Critiques propres à l'EB**
L'outil est par construction, un instrument politique
- * **La notion d'opinion publique européenne (OPE) a-t-elle un sens?**
Pas de presse européenne, pas de partis politiques, pas de syndicats communs...
Une élection au suffrage universel, avec compétition de personnalités, aiderait sans doute à l'émergence d'une OPE
(noter que la diffusion des résultats de l'EB met sans doute davantage l'accent sur les différences entre pays que sur les différences entre catégories au niveau EB27)

Les critiques faites à l'EB ne manquent pas.

L'outil est pénalisé par son origine : il est entre les mains de la Commission qui du reste ne cache pas son jeu : « *Au nom de la Commission, pour son compte* ». Cependant le fait que le Parlement soit maintenant en mesure d'effectuer ses propres enquêtes selon les canons de l'EB, sans avoir à demander l'accord de la Commission, est assurément un progrès et un atout pour une meilleure reconnaissance des résultats des enquêtes.

Soulignons d'emblée que les spécifications exigées dans le cahier des charges de l'appel d'offre donnent a priori à l'EB un label de qualité.

Critique scientifique

La critique faite à l'EB est d'abord celle que l'on peut faire aux enquêtes du même type : il s'agit d'une addition d'opinions qui, formellement identiques, peuvent être totalement différentes dans leur signification (critique de Pierre Bourdieu pour qui les sondages sont des artefacts). Par ailleurs, on connaît mal les mécanismes qui régissent l'opinion publique. De toute façon l'opinion publique ne saurait se réduire à des pourcentages, aussi nombreux soient-ils. Plus on dispose de données et plus il est facile de mettre en contradiction les résultats – ce que ne manquent pas de faire les contempteurs des sondages - et ce d'autant plus que les résultats sont très sensibles à la façon dont les questions sont formulées. Que dire des personnes qui répondent sans rien connaître de la chose soumise à leur avis et dont la réponse est influencée par la plus ou moins bonne relation qui s'établit avec l'enquêteur ? On ne manque pas d'études illustrées d'exemples pour s'en rendre compte. Mais toutes ces critiques n'ont

pas empêché l'attrait pour les sondages et l'idée de les interdire est inconcevable dans un système libéral.

On est volontiers critique à l'égard des indicateurs de mesure de l'opinion publique dont on sait qu'elle est versatile, fugace, etc. Si l'opinion fonctionne avec des lois qui lui sont propres, on peine à les formuler car elles nous sont toujours mystérieuses. On voudrait rendre attentif sur le fait que les doutes sur la pertinence des chiffres pour rendre compte de la réalité ne valent pas seulement pour les enquêtes d'opinion publique. Les statisticiens eux-mêmes ne craignent pas de nous faire savoir que les chiffres ne sont qu'une construction de la réalité. Les critiques faites à l'EB peuvent alors être étendues à bien d'autres indicateurs largement diffusés. Ainsi, même soigneusement précisée, la définition conventionnelle du chômage ne peut tenir compte de l'environnement familial des chômeurs, ce qui limite la portée des comparaisons internationales (l'Andalousie a connu dans le passé des taux de chômage inimaginables en dehors d'un contexte de lien social propre¹⁶). Que dire des indicateurs comme le PIB ? Et qu'en sera-t-il du futur « *Bonheur National Brut* » (BNB) s'il intègre des résultats d'enquêtes sur la perception du bonheur ressenti¹⁷ ? Que dire du seuil de pauvreté qui prend pour référence la médiane, ce qui rend par construction impossible toute idée d'élimination de la pauvreté ? On ne peut pas ignorer que toute construction d'indicateurs est tributaire des sources, plus ou moins imparfaites, et de conventions. Beaucoup de données sont issues de l'exploitation de l'activité administrative, avec un arrière-plan politique, voire idéologique, puisque les appareils statistiques ne sont pas les mêmes selon le régime qui prévaut dans le pays. Quand Margaret Thatcher a voulu libéraliser l'économie du Royaume-Uni, elle s'est employée à casser un appareil statistique qu'elle jugeait inutile au regard de la politique qu'elle entendait mener¹⁸.

Que les données portent sur l'opinion ou sur les faits, le chercheur n'a pas, en général, la possibilité de produire les données idéales pour mener sa recherche. Il doit travailler sur des données dites « secondaires », et s'en accommoder. Des séries longues, établies selon un protocole constant, sont extrêmement utiles. Si les niveaux sont difficiles à expliquer, les variations ont toutes les chances d'avoir du sens pour qui veut tenter d'en rechercher les causes.

Spécificité des enquêtes internationales

Il y a cependant des spécificités propres aux enquêtes internationales. De plus en plus nombreuses, ces enquêtes permettent aux praticiens des sondages de disposer maintenant d'une certaine expérience. Dans une Europe aux langues et cultures

¹⁶ Différents articles sur cette question ont paru dans la presse à l'époque (*Le Monde*, *Courrier International*, etc.)

¹⁷ Si l'on devait prendre en compte l'optimisme tel qu'il s'exprime à travers les enquêtes d'opinion (cf les résultats évoqués plus haut), la France serait assurément reléguée au rang des pays en « retard de développement »...

¹⁸ L'appareil statistique britannique n'était sans doute pas si mauvais à l'époque. Au reste la nécessité pour la société civile anglaise de disposer d'indicateurs reconnus s'est vite de nouveau imposée http://www.utorite-statistique-publique.fr/pdf/Articles_et_interventions/Independance_statistique_publique.pdf

multiples s'ajoute une difficulté supplémentaire : les mots, même soigneusement traduits, n'ont pas le même sens, ne déclenchent pas chez les gens les mêmes affects. D'où des difficultés redoutables pour mettre en place le système de collecte. Les questionnaires doivent être traduits en plus de 30 langues : attention à certains mots *collaboration, confrontation*, à l'adjectif *libéral*. Les catégories utilisées notamment pour les redressements n'ont pas le même contenu d'un pays à l'autre, faute d'une harmonisation des nomenclatures sociales.. Ainsi le groupe des cadres n'a pas la même signification partout. Enfin les comparaisons sur le long terme sont toujours problématiques quand le périmètre du champ varie. C'est notamment le cas de l'UE qui est passée de 12 à 27 pays en treize ans.

Spécificité de l'EB : qu'est-ce que l'Opinion publique européenne (OPE)?

La question, ancienne, de la connaissance de l'opinion publique – évoquée par exemple en Europe, au XVIème siècle, quand les états-nations se sont constitués - ne pouvait être traitée alors que de façon spéculative. Aujourd'hui la technique des sondages alliée à quelques siècles de réflexion sur l'opinion publique fournissent des clés d'interprétation de la société tout à fait nouvelles.

Les sondages EB sont d'autant plus nécessaires que les responsables européens disposent de peu d'éléments pour prendre le pouls de l'opinion : des élections nationales, européennes et quelques référendums dont on sait que celui qui vote ne répond pas forcément d'abord à la question qu'on lui pose ¹⁹

Le concept d'*Opinion publique européenne* (OPE) fait débat auprès des chercheurs en sciences politiques. Tous ne sont pas d'accord. Ce que l'on peut dire, c'est que de plus en plus souvent, compte tenu de l'importance qu'a pris Bruxelles dans l'élaboration des lois, les responsables nationaux puis les citoyens ont été amenés à considérer l'Europe comme une réalité. L'Europe est devenue pour le citoyen un bouc émissaire idéal. Il y aura toujours de bonnes raisons pour la mettre en cause, et il faut bien reconnaître qu'en la matière, les gouvernements se montrent volontiers un tantinet complices.

Il n'y a pas de presse européenne, les partis politiques sont loin d'avoir des projets communs. Il n'y a pas de gouvernement élu, le choix des députés européens se fait sur des listes nationales à des dates différentes selon les pays. Les élus le sont sur des critères nationaux plus qu'européens et bien peu d'électeurs connaissent leurs députés. De même qu'en France l'élection du président au suffrage universel a engendré une compétition entre les candidats qui, grâce à l'action des sondages, a stimulé la formation d'un espace public national, de même l'élection d'un président européen au suffrage universel créerait un challenge entre des personnalités qui aiderait à n'en point douter à l'émergence d'un espace public européen.

Il ne faut pas cependant être trop négatif : il existe incontestablement chez les Européens dès à présent des proximités culturelles, une façon commune de voir certaines questions fondamentales comme celle de la démocratie, des droits de l'homme, du statut de la femme par exemple. Finalement, la montée de l'euroscpticisme n'est-elle pas une réponse, en creux, à la question ?

¹⁹ Une enquête Louis-Harris (mai 2013) nous apprend que 57% des électeurs français déclarent qu'ils voteront en mai 2014 d'abord sur des enjeux nationaux, et non européens.

Malgré ses imperfections, l'EB ouvre donc un champ d'analyse très vaste. Mais l'on ne peut éluder la question embarrassante : les citoyens voudraient un gouvernement « visionnaire », mais ils ne cessent de se plaindre de n'être pas réellement consultés sur leurs attentes... tellement multiples, contradictoires et parfois bien terre-à-terre, ce que, dans un régime démocratique, on ne peut leur reprocher²⁰.

A.11 – Pourquoi l'EB est-il méconnu?



- * **Présence dans les médias faible**
un outil d'abord au service de la Commission, mais l'objectif d'information du citoyen serait-il négligé ?
- * **Malgré sa qualité technique, l'outil n'est pas assez sollicité pour contribuer à l'émergence de « la société de la connaissance », et en particulier pour aider à forger une identité européenne à travers le célèbre : « Connais-toi toi-même »)**
- * **Propositions :**
 - « Démocratiser » l'outil
 - Améliorer la lisibilité des résultats
 - Nécessité de donner des exemples d'utilité de l'EB:
 - ° pour comprendre les changements qui traversent nos sociétés
 - ° pour aider à la connaissance de l'autre
 - Pourquoi pas créer des enquêtes au « standard EB » dans les régions transfrontalières pour faciliter la coopération, la connaissance mutuelle, etc. ?

Eurobaromètre - Bernard AUBRY - APR
15/05/2013

Cette question revient périodiquement quand on parle de l'EB, y compris et surtout quand il s'agit de personnes intéressées par la construction européenne. Il y a matière à débat, mais on ne peut qu'en rester à des conjectures :

Peut-être un défaut de communication de la Commission. La crainte peut-être d'être perçue comme trop intrusive dans une société déjà envahie par les communicants. La crainte aussi de se voir reprocher de faire de la propagande si les résultats vont dans le sens attendu, à savoir si les citoyens sont satisfaits de la manière dont se construit l'Europe. A l'inverse elle peut craindre d'accentuer un mouvement cumulatif quand les enquêtes traduisent une montée de l'euroscpticisme. A moins bien sûr qu'il n'y ait en haut lieu des réserves quant à l'intérêt même de l'outil, à la fois dans sa capacité d'aide à la décision que dans la capacité des citoyens à en recevoir le contenu en raison des difficultés liées à l'interprétation des chiffres. Si ces arguments étaient fondés, cela voudrait dire que la Commission ne retient que l'aspect politique de l'EB, à savoir

²⁰ A ce propos, on pourra relire le classique « De la démocratie en Amérique » d'Alexis de Tocqueville et, plus récent, l'ouvrage de Sylvie Goulard et Mario Monti (De la démocratie en Europe – Voir plus loin – Flammarion 2012)

l'utilisation des résultats pour ses besoins propres, oubliant le second volet, celui de l'information des citoyens par une appropriation collective des résultats ou, pour reprendre l'expression de ses concepteurs, par une « *mobilisation cognitive* ».

Des raisons externes, liées aux publics visés par l'EB : la presse, les citoyens, le milieu scientifique. Un effort pédagogique est hautement souhaitable. Les chiffres doivent être largement diffusés²¹, chacun doit être en mesure de faire son propre jugement, tout en sachant que les chiffres non seulement ne peuvent tout dire²², mais qu'ils risquent de conduire à des interprétations erronées. Le rôle des médias est alors primordial. Or, rappelons-nous, dans les années 1970, nombre des journaux, et non des moindres, donnaient une image négative des sondages d'opinion. *Le Monde* accordait une large place à un texte de Michel Druon dont l'un des sous-titres était destructeur : « *Le sondage, une pollution de la démocratie* ». Quant au *Canard enchaîné*, il était certes dans son rôle, mais il n'a pas manqué d'ironiser sur les erreurs graves et malheureuses, sur les soupçons de manipulation des sondages par les forces de l'argent, etc, avec un titre-choc : « *Les sondages, une maison de corrections* ». Certains journalistes, au risque de passer pour peu progressistes, en restaient encore à des arguments d'arrière-garde (la valeur scientifique d'un échantillon) ou entretenaient la confusion entre sondage et élection (ça coûterait moins cher de faire voter un échantillon...), comme si les deux consultations étaient de même nature. Certes Pierre Vianson-Ponté n'avait pas tort de souligner que : « *Les sondages n'annoncent pas la révolution* ». De fait, les sondages n'ont qu'une capacité prédictive étroite ; ils ignorent les minorités qui sont souvent les ferments du changement. La position d'universitaires influents a entretenu la méfiance avec une argumentation convaincante. Il n'empêche que, quelques décennies plus tard, ces résistances ont été balayées et les sondages ont acquis une présence quasi universelle. Un journal comme *Libération* a beaucoup contribué à la popularisation des sondages. Certes, aujourd'hui les critiques existent encore, mais elles sont étouffées dans un emballement général, qui apparaît même dans une certaine mesure regrettable, car excessif.

S'agissant de l'EB, il se peut qu'il en soit de même. Les critiques, non dénuées de fondement, sont susceptibles de paralyser les meilleures intentions, et de susciter l'autocensure. En fait, la crainte pour un journaliste d'être manipulé est une obsession, et l'être de surcroît par Bruxelles n'arrange rien ! On est peut-être moins regardant en d'autres circonstances, par la diffusion sélective de résultats commandités par des groupes qui ne sont pas contraints par un cahier des charges aussi rigoureux.²³

Créer un système statistique public coûte cher²⁴, mais l'investissement doit être apprécié à l'aune de son utilité sociale. Or, pour reprendre librement le propos d'un

²¹ Mais pour un journaliste, écrire des articles sur l'Europe, c'est prendre le risque de n'être que très peu lu...

²² Le souci pédagogique est un vœu de la CNIS (cf rapport pour la période 2009-2013)

²³ Que penser du « pourcentage du jour », comme en diffusent nombre de journaux, qui résultent d'une consultation des lecteurs ? Ils ne sont pas dénués d'intérêt ... mais on voit les limites de telles investigations (aucune représentativité, aucun contrôle, etc.).

²⁴ <http://www.lacomeuropeenne.fr/2012/07/17/quelles-ont-ete-les-depenses-de-la-direction-generale-communication-a-la-commission-europeenne-en-2011/>

directeur général de l'Insee, c'est bien quand l'économie est en crise que la nécessité de disposer de chiffres fiables est la plus grande. Quand les données conjoncturelles de l'EB étaient favorables, le citoyen n'avait pas forcément un grand besoin d'un savoir plus. Avec la crise et le sentiment d'une distance croissante entre les préoccupations de la Commission et les attentes des citoyens, la curiosité à l'égard de l'EB devrait s'intensifier. Mais cette curiosité ne peut se manifester que si les médias médiatisent. Dans un souci de transparence, la Commission diffuse les éléments comptables de son activité. On apprend ainsi que les enquêtes EB Standard de l'automne 2011 et du printemps 2012 ont coûté respectivement 1,86 et 1,31 millions d'euros, soit respectivement 70 et 50 euros par personne enquêtée (ordres de grandeur pour 27000 personnes interrogées).

Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas améliorer l'image de l'EB. Cela fait déjà de nombreuses années que le Parlement s'invite dans le système de collecte. Il reconnaît l'intérêt « scientifique » de l'outil et en revendique l'utilisation pour ses propres investigations. Pour réduire encore la distance entre les citoyens et ceux qui les gouvernent, ne faudrait-il pas aller plus loin ? Instaurer, via le canal parlementaire, un système *bottom-up*, par lequel la société civile dans son ensemble (chercheurs, associations...) pourrait suggérer la réalisation d'enquêtes sur des thèmes liés à la construction européenne non encore couverts, ou proposer des questions à travers des libellés moins convenus. De tout temps des chercheurs collaborent avec les fonctionnaires européens à l'élaboration des questions, mais ils n'ont semble-t-il pas de pouvoir d'initiative.

Certains regrettent l'absence d'enquêtes permettant de mieux identifier les spécificités régionales. Il faut savoir que les investigations nécessaires sont extrêmement coûteuses. Une seule expérience en ce sens a eu lieu, en 1995. Il s'agissait de l'enquête EB MEGA : 200 personnes avaient été enquêtées dans chacune des régions nutes 2, ce qui est un effectif insuffisant pour disposer de résultats fiables. Or, aujourd'hui, le nombre de ces régions s'est encore accru (actuellement elles sont 271).

Un EB pour les régions transfrontalières ?

Les territoires confrontés à l'effet frontière ont toujours été l'objet d'une grande sollicitude de la part des institutions européennes. Elles peuvent en effet, sous conditions, bénéficier de financements Interreg destinés à favoriser la coopération, à engager des actions communes, notamment celles contribuant à rapprocher les populations par une meilleure connaissance mutuelle. On pourrait ainsi imaginer la réalisation d'enquêtes spécifiques « aux standards EB » au sein des régions transfrontalières qui en feraient la demande. Au prorata du coût de l'enquête EB standard (70 euros par personne interrogée), si on contactait chaque année 3000 personnes sur le territoire du Rhin supérieur (1000 personnes dans chaque territoire national, F-D-CH), le coût serait de l'ordre de 210 000 euros, une somme à apprécier en fonction de l'apport d'un tel investissement à l'émergence d'une identité commune au territoire, sachant que le rythme annuel n'est sans pas indispensable.

Parmi les documents consultés



- Pierre Bréchon – Bruno Cautrès et al. – Les Enquêtes Eurobaromètres – L’Harmattan Coll. - Logiques Politiques 1998
- Dominique Reynié et al – **L’opinion européenne en 2012**– Lignes de repères (Fondation Robert Schumann – Fondapol) – publication annuelle (au printemps) depuis 2000 (2013 annoncé)
- Salvatore Signorini – L’UE et les opinions publiques : je t’aime, moi non plus? - Notre Europe – Institut Jacques Delors novembre 2012
- Appel d’offre PO/2012-14/A2 – Cahier des charges – Contrat-cadre « Enquêtes Eurobaromètre Standard »
- Philippe Aldrin – **Les Eurobaromètres, entre science et politique** (chapitre 2 de l’ouvrage de Daniel Gaxie et al. Enquêtes comparées sur les perceptions de l’Europe – Economica 2010)
- Loïc Blondiaux – **La Fabrique de l’opinion** – Seuil - Science politique 1998
- Yves Déloye (sous la direction de) – **Dictionnaire des élections européennes** - Economica – Coll. Etudes politiques
- Association Pénombre (la vie publique du nombre) – **Les sondages d’opinion, outil de mesure à utiliser avec précaution** – XII^{ème} nocturne 5 juin 2009

B - SAVOIR QUI NOUS SOMMES

Une sélection de résultats

- 1 – La satisfaction quant à la vie menée**
- 2 – L'image de l'Union européenne 1973-2012**
- 3 – Allemagne – France, indicateurs comparés 2011-2012**
- 4 – Le bénévolat et la solidarité intergénérationnelle**
- 5 – Du grain à moudre**

C'est l'un des objectifs de l'EB que de donner aux Européens le moyen d'apprendre à mieux se connaître, ce qui implique un regard approfondi et sans complaisance sur soi-même. Or, et c'est la loi du genre avec la diffusion des sondages, le projecteur se braque sur quelques résultats-chocs qui attirent l'attention mais laissent de côté d'autres aspects pourtant indispensables à une bonne connaissance des phénomènes censés être mesurés. Ainsi l'opinion a-t-elle été frappée par plusieurs résultats alarmants traduisant tantôt le pessimisme des Français tantôt leur euroscepticisme accentué. Mais compte tenu de la richesse et de la variété des thèmes (l'EB Standard, mais aussi des centaines d'enquêtes EB Special et EB Flash), il faut aller plus loin dans les investigations. Une méthode, une pédagogie sont sans doute nécessaires pour explorer les subtilités d'une opinion « *insondable* ».

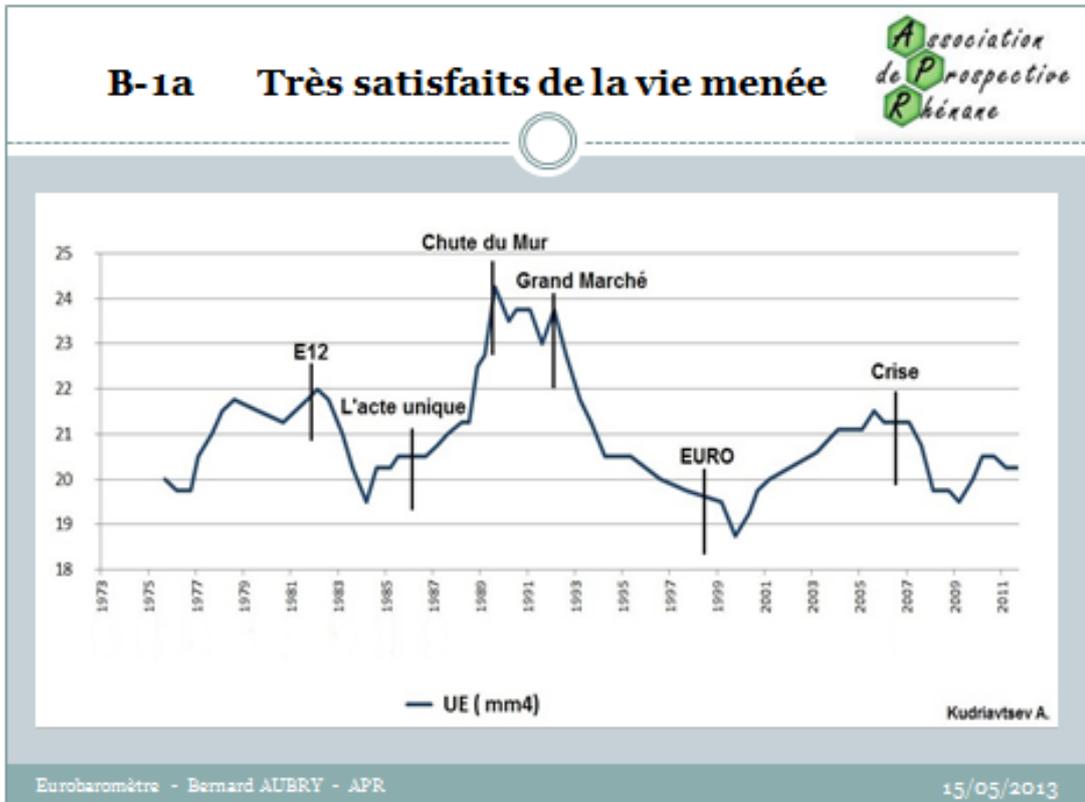
Les quelques pages qui suivent présentent une sélection de résultats disponibles en ligne pour mettre l'accent sur les différences entre l'Allemagne et la France, mais ne prétendent pas aller à l'essentiel. L'objectif premier n'est pas un décryptage de l'opinion, il est de proposer quelques pistes pour aider à la découverte du sens caché des chiffres issus de la collecte des opinions.

1 – La satisfaction quant à la vie menée

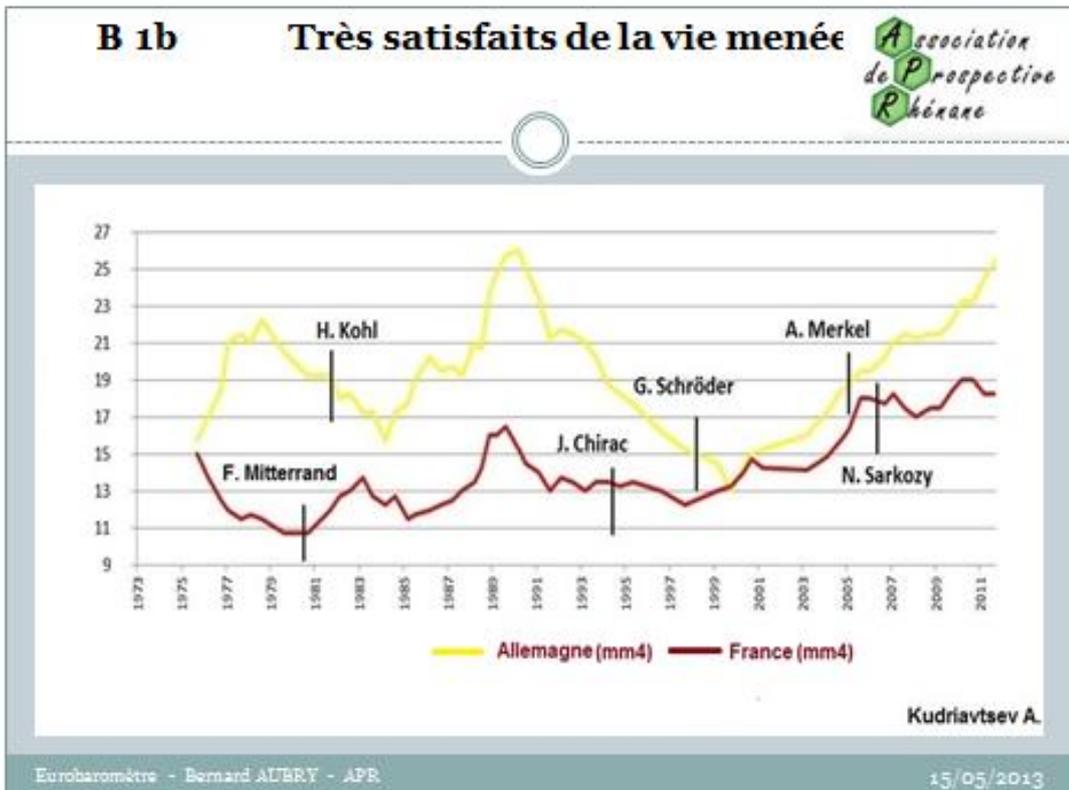
C'est l'une des questions les plus classiques, celle de la perception de la vie menée. Les réponses sont hautement subjectives. La personne interrogée a le choix entre quatre modalités (très ou moyennement satisfait et l'inverse). La courbe proposée correspond à la proportion des personnes se déclarant « **très satisfaits** ».

Sur quarante ans, la proportion a oscillé entre un maximum de 24 % en 1989 et un minimum de 19 % en 2000. Quelques dates importantes accompagnent la courbe. Ces événements ont sans doute un lien avec les inflexions observées. Par exemple : à quoi relier la baisse régulière des années 90 ? à l'économie mondiale, à la géopolitique, à tel ou tel traité, au traité de Maastricht entré en vigueur en 1993,...? L'introduction de l'euro au début de 1999 semble correspondre à une reprise de la confiance. Plus récemment, malgré la crise considérée par beaucoup comme majeure, la courbe ne s'est pas effondrée comme on aurait pu le penser.

Ensemble de l'Union européenne (UE27)



Comparaison entre l'Allemagne et la France



On propose également (graphique 2b, page précédente) une confrontation des résultats pour deux pays, en l'occurrence la France et l'Allemagne. Les courbes sont ponctuées par l'indication des changements de dirigeants (chanceliers et présidents).

En règle générale les Allemands se déclarent plus satisfaits que leurs voisins français, mais l'importance des fluctuations est bien plus marquée chez les premiers. Après une évolution divergente dans les années 1970 suivie d'une relative convergence, on retrouve cette divergence sur la période récente. Faut-il voir les conséquences sur l'opinion allemande des lois Schröder? De fait depuis une dizaine d'années la courbe correspondant aux personnes « très satisfaites » est orientée à la hausse cependant que la courbe française marque le pas depuis quatre ans environ.

Toutefois, quelques remarques s'imposent pour ne pas s'égarer :

- 1) *Les séries ont été lissées, ici sur 4 enquêtes (soit deux ans) afin de rendre le graphique lisible. En contrepartie, toute analyse conjoncturelle est illusoire. Si l'on veut examiner la situation la plus récente, il faut se référer au tableau des données et s'efforcer d'en faire une analyse rigoureuse, en n'oubliant pas qu'il y a toujours une incertitude aléatoire, incertitude qui, s'agissant des données sur l'UE27, ne devraient pas être trop perturbantes.*
- 2) *On ne peut se contenter d'examiner les évolutions des seules personnes très satisfaites. Il faudrait aussi présenter sur un autre graphique l'évolution du nombre des personnes se déclarant à l'inverse « très peu satisfaites ». On pourrait aussi proposer un indicateur synthétique, indiquer le solde (% « très satisfaites » contre % « très non satisfaites »).*
- 3) *Le champ des pays couverts n'est pas constant. On regrette que l'utilisateur n'ait pas la possibilité de calculer lui-même des séries à champ constant (l'évolution pour les six pays fondateurs de l'UE par exemple).*

Tableau 1 – Satisfaction de la vie menée : évolution au cours des dernières années

Satisfaction de la vie menée									
observation	Solde (I – IV)			très satisfaits (I)			non satisfaits (III+IV)		
	UE	Allemagne	France	UE	Allemagne	France	UE	Allemagne	France
P - 2007	17	24	13	21	24	18	16	14	18
P - 2008	14	19	10	19	19	16	22	18	21
P - 2009	16	25	16	21	25	20	22	15	16
P - 2010	15	22	16	21	22	20	22	15	17
P - 2011	16	25	16	21	25	20	20	12	16
P - 2012	15	24	16	21	26	20	23	11	15
A - 2012	13	25	16	20	27	20	24	11	14
P - 2013	?	?	?	?	?	?	?	?	?

I et IV : Très (satisfaits ou non), II et III Moyennement (satisfaits ou non). Par convention le solde est calculé sur les deux pourcentages extrêmes. P : Printemps - A : Automne

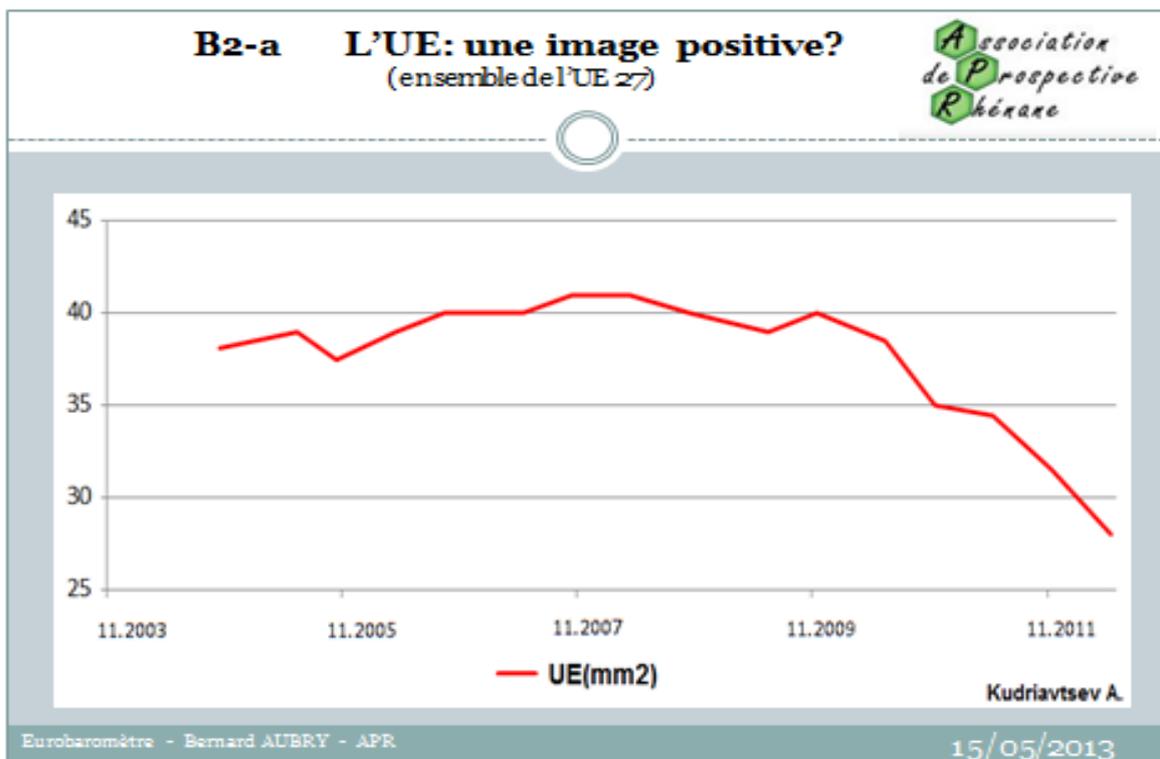
Le solde des réponses s'est stabilisé en France depuis 2009. Après une remontée significative en 2009, il a légèrement augmenté en Allemagne et s'est légèrement dégradé pour l'ensemble de l'UE.

Que ce soit en Allemagne ou ailleurs, la proportion des personnes qui se déclarent tout à fait mécontentes de la vie qu'elles mènent est très faible, avec quelques exceptions notables : 30 % des Grecs, 21 % des Portugais, 9 % des Espagnols – à l'inverse, 0 % des

Islandais ! En Allemagne cette proportion n'est que de 2 %, en baisse depuis 2007. En France elle est de 5 %, en légère hausse. Pour l'Europe dans son ensemble elle augmente, à 6 %, soit 2 points de plus en 5 ans (variation statistiquement significative) .

2 - L'image de l'Union européenne 1973-2012

On pose régulièrement la question de l'image de l'Union européenne. La série est disponible depuis 2007. Sur le graphique la série est présentée en moyenne mobile sur deux ans. L'eurosepticisme apparaît avec toute son évidence. L'image de l'UE a été presque toujours davantage positive chez les Allemands que chez les Français.



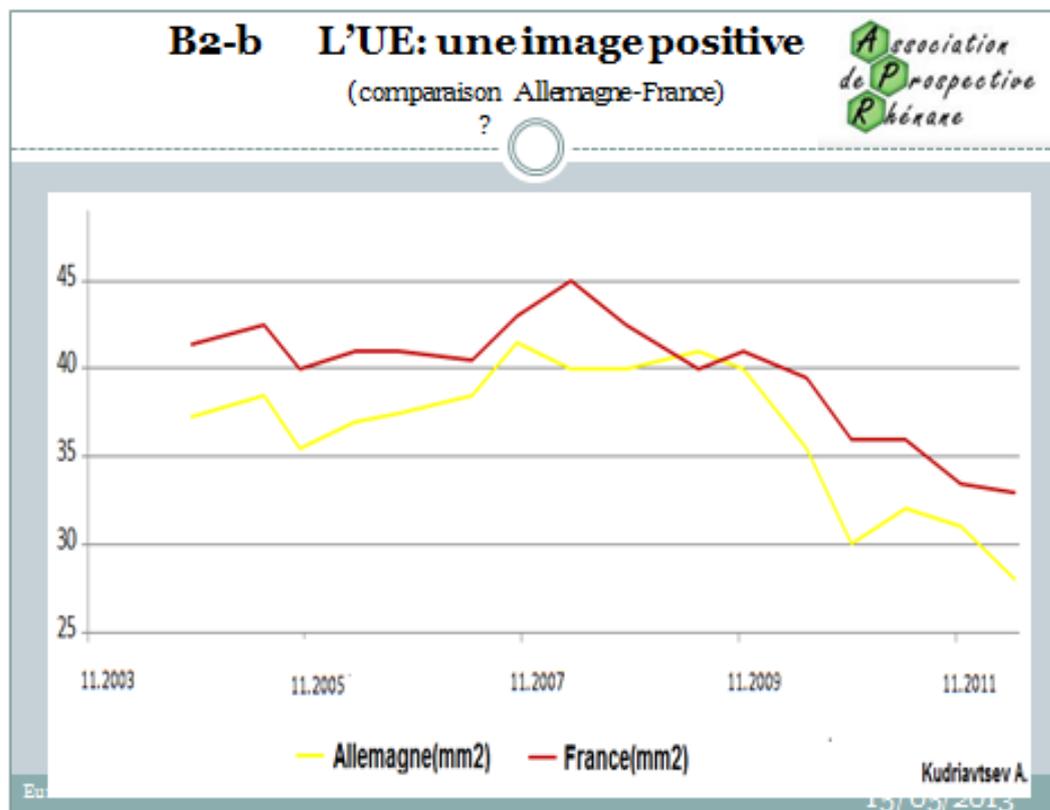
Les dates ne sont qu'indicatives puisqu'il s'agit d'une moyenne mobile- se référer au tableau

Le tableau suivant (T-2) nous donne l'évolution des résultats d'une enquête à l'autre et indique le solde des opinions. Exprimée en solde, la baisse de confiance est plus faible chez les Français. Comme quoi, et c'est là l'un des enseignements de cette présentation, il faut toujours être prudent avant de conclure puisqu'on peut voir les choses un peu différemment, selon que l'on prend ou non en compte les soldes ! Il n'en demeure pas moins qu'une chose est sûre : l'image de l'UE s'est très sensiblement brouillée au cours des dernières années.

Le dernier chiffre date de novembre 2012. On attend le chiffre du printemps 2013...

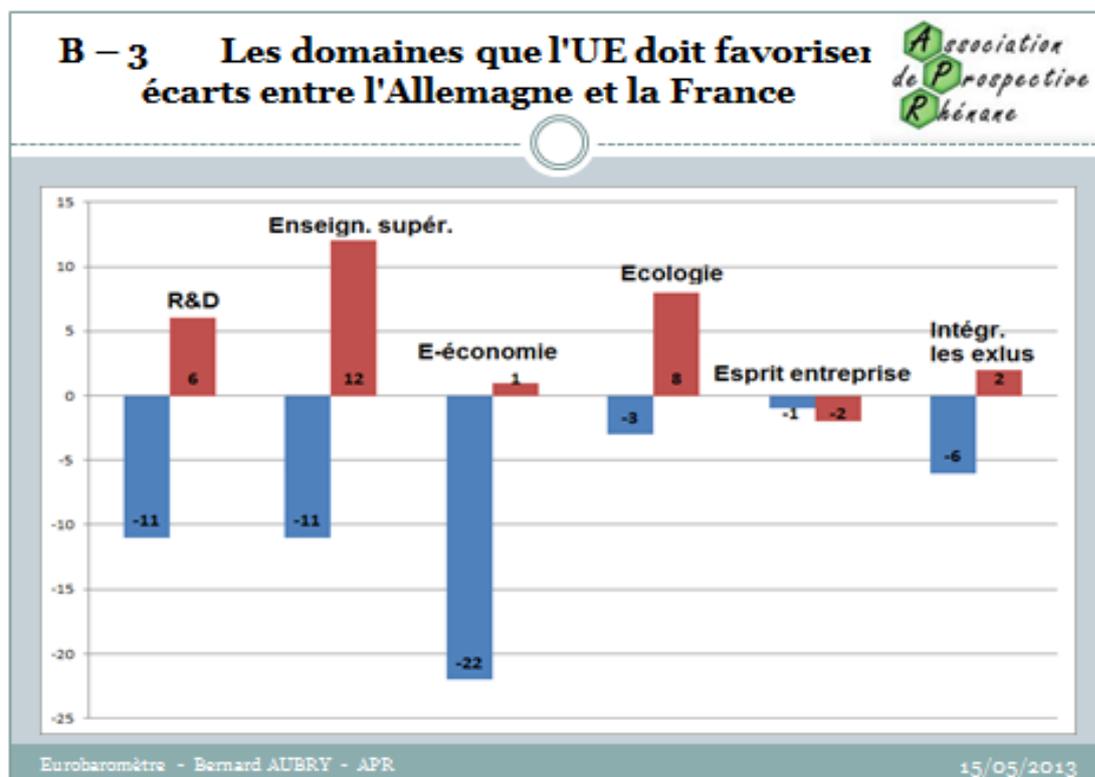
Tableau 2 – Image de l'Union européenne : évolution au cours des dernières années

Image de l'Union européenne									
Observation	Solde			image positive			image négative		
	UE	Allemagne	France	UE	Allemagne	France	UE	Allemagne	France
P - 2007	37	38	29	52	52	50	15	14	21
P - 2008	33	31	32	48	44	49	15	13	17
P - 2009	29	31	27	45	46	44	16	15	17
P - 2010	23	13	18	42	36	42	19	23	24
P - 2011	20	16	19	40	38	41	20	22	22
P - 2012	4	9	12	31	33	39	28	24	27
A - 2012	1	6	8	30	31	37	29	25	29
P - 2013	1	?	?	?	?	?	?	?	?



Les dates ne sont qu'indicatives puisqu'il s'agit d'une moyenne mobile – se référer au tableau

3 Allemagne - France : indicateurs comparés



Quelles sont les différences entre l'Allemagne et la France ? Une soixantaine d'items ont été sélectionnés, soit à peine la moitié de tous ceux qui figurent sur les rapports mis en ligne. Le graphique met en exergue les écarts entre les deux pays s'agissant des interrogations suivantes (Questions B1) :

Pour chacune des initiatives suivantes, veuillez me dire dans quelle mesure vous pensez qu'elles sont importantes ou pas pour que l'UE sorte de la crise financière et économique actuelle et se prépare à la prochaine décennie. Veuillez utiliser une échelle de 1 à 10 où '1' signifie « pas du tout importante » et '10' très importante (le graphique correspond au total des réponses 7 à 10),

QB1.1 Augmenter l'aide aux politiques de recherche et de développement et transformer les inventions en produits

QB1.2 Augmenter la qualité et l'attractivité du système d'enseignement supérieur

QB1.3 Développer l'e-économie en renforçant l'internet ultrarapide au sein de l'UE

QB1.4 Soutenir une économie qui utilise moins de ressources naturelles et utilise moins de gaz à effet de serre

QB1.5 Aider la base industrielle de l'UE à devenir plus compétitive par la promotion de l'esprit d'entreprise et par le développement de nouvelles compétences

QB1.7 Aider les gens pauvres et socialement exclus et leur permettre de prendre une part active dans l'emploi

Le graphique donne, pour chacun des deux pays, les écarts avec l'UE27 prise comme référence (total des réponses allant de 7 à 10 sur l'échelle proposée)..

Pour les 6 items retenus, la motivation des Français semble plus faible que celle des Allemands. L'écart est particulièrement important pour ce qui concerne la recherche-développement, l'enseignement supérieur et *l'e.économie*. Dans ce dernier domaine, la France se situe à un niveau particulièrement bas : 28%, le plus bas observé dans l'UE27 ! La moyenne européenne est de 50% et dans quelques pays le taux avoisine ou dépasse 70% des répondants (Irlande, Bulgarie) ; il est de l'ordre de 60% dans les Pays baltes, mais aussi en Italie, en Grèce, au Portugal... La faible motivation des Français mériterait donc un examen approfondi.

Les résultats présentés ci-après (tableau3) sont extraits du rapport publié à l'occasion de la diffusion de l'EB78 (automne 2012) qui le plus souvent établit une comparaison avec ceux de l'enquête précédente (l'EB77 du printemps 2012). Le tableau est présenté de façon à mettre en évidence :

- Les écarts entre la France et l'Allemagne, y compris en variation
- Les écarts entre chaque pays et l'UE27
- Les variations de l'UE27

Tableau 3 – Une sélection d'indicateurs UE27 – Allemagne - France

		EUROBAROMETRE STANDARD n°78 Automne 2012									
		(variations par rapport à EB77 (printemps 2012)									
page	N°	libellé (simplifié) de la question	Ecart		Variations		Ecart / UE		Pourcentages		
			F - D	UE	F - D	F - UE	D - UE	UE	F	D	
1	A.1	Satisfaction de la vie menée ++	-7	-1	-1	0	7	20	20	27	
5	C.2	Intérêt pour la politique : fort	-8	0	-2	-1	7	16	15	23	
6	A3.1	Situation économique du pays +	-66	0	-2	-18	48	27	9	75	
7	A3.2	idem de l' Europe +	-18	0	3	-10	8	19	9	27	
8	A3.3	idem du monde +	-22	1	0	-11	11	23	12	34	
9	A3.4	idem votre vie professionnelle +	-9	1	0	2	11	53	55	64	
10	A3.5	id votre propre situation financière +	-8	1	2	7	15	63	70	78	
			0								
13	A4.2	économie meilleure dans 1 an -pays	10	-2	-8	3	-7	17	20	10	
19	A5	Problèmes du pays (2 réponses)									
		insécurité	6	0	4	7	1	11	18	12	
		économie	13	2	0	-2	-15	37	35	22	
		inflation	-9	0	0	-4	5	24	20	29	
		impôts	1	0	4	-3	-4	9	6	5	
		chômage	37	2	-1	11	-26	48	59	22	
		terrorisme	-1	0	1	0	1	2	2	3	
		logement	4	0	-4	3	-1	4	7	3	
		dette	-18	-2	-5	-1	17	17	16	34	
		immigration	1	0	-2	1	0	8	9	8	
		santé sécurité sociale	1	0	8	-2	-3	12	10	9	
		système éducatif	-13	-1	-1	-2	11	7	5	18	

		retraites	-8	-1	-3	-1	7	8	7	15
		environnement, climat, énergie	-12	1	-2	-2	10	5	3	15
33	A10.1	le pays va dans la bonne direction +	-10	-3	-6	-1	9	24	23	33
	A11	Confiance dans								
35	A11.1	presse écrite	0	-3	-1	7	7	40	47	47
37	A11.3	TV	-15	-5	2	-8	7	48	40	55
38	A11.4	internet	2	-2	-5	-7	-9	35	28	26
39	A11.5	partis politiques	-9	-3	-10	-3	6	15	12	21
40	A11.6	gouvernement du pays	-11	-1	-16	3	14	27	30	41
	A12	Image de l'UE	36	-1	0	37	1	30	67	31
	A14	le mot décrit l'UE +								
50	A14.2	démocratique	-5	-8	-8	5	10	60	65	70
51	A14.3	protectrice	-14	-7	-7	-4	10	47	43	57
59	A16.1	confiance : Parlement UE	2	4	1	3	1	44	47	45
60	A16.2	confiance : Commission	3	4	-5	2	-1	40	42	39
62	A16.4	confiance : BCE	-2	2	5	0	2	37	37	39
69	A18.1	pour une seule monnaie, l'euro	0	1	-4	16	16	53	69	69
74	A19.a	satisfaction : démocratie pays	-10	-2	-7	11	21	49	60	70
75	A19.b	satisfaction : démocratie UE	-2	0	-5	4	6	44	48	50
	A20.1	comprend fonctionnement UE	-12	0	2	-2	10	52	50	62
79	A20.4	ma voix compte: EU	-1	0	-8	10	11	31	41	42
80	A20.5	ma voix compte : pays	8	-1	-5	27	19	50	77	69
81	A20.6	la voix de l'UE compte dans le monde	1	2	-5	8	7	66	74	73
	A20.	la mondialisation								
82	A20.7	une opportunité	-22	2	-3	-6	16	51	45	67
83	A20.8	notre pays seul peut faire face	-7	nd	nd	-12	-5	23	11	18
84	A20.9	l'UE nous protège des effets négatifs	-10	1	-5	-6	4	42	36	46
			0			0	0			
94	A23	optimisme pour l'avenir de l'UE +	-11	1	-7	-6	5	50	44	55
		L'UE européenne doit favoriser (note 7 à10)								
97	B1.1	Recherche développ.	-17	6	3	-11	6	63	52	69
100	B1.2	enseign. supér.	-23	3	-2	-11	12	71	60	83
103	B1.3	e-économie	-23	3	-10	-22	1	50	28	51
106	B1.4	écologie	-11	1	-2	-3	8	74	71	82
109	B1.5	esprit entreprise	1	2	1	-1	-2	72	71	70
115	B1.7	intégr. les exclus	-8	2	0	-6	2	80	74	82
		Pour améliorer la performance de l'UE								
137	C5	augmenter les heures de travail	10	0	1	7	-3	6	13	3
		éducation - form. professionnelle	-12	0	-6	2	14	46	48	60
		recherche-innovation	-5	1	7	0	5	32	32	37
		accès au crédit pour entreprises	9	-1	5	-2	-11	23	21	12
		la création d'entreprises	19	-2	-1	7	-12	33	40	21
		meilleure utilisation de l'énergie	-10	-1	3	-4	6	19	15	25
		investir dans les transports	1	0	5	-5	-6	11	6	5
138		inv. dans les produits respect. environ.	-4	0	0	-2	2	12	10	14
		augmenter l'âge de la retraite	2	0	1	1	-1	4	5	3

		réduire les déficits	-2	1	-9	8	10	39	47	49
		réglementer les marchés financiers	-5	1	-4	8	13	25	33	38
	C7.1	pour réformer les marchés financiers								
142	C7.1	lutter contre l'évasion fiscale	-17	0	-7	-1	16	62	61	78
143	C7.2	taxer les profits des banques	-17	0	-9	0	17	51	51	68
144	C7.3	taxer les transactions financières	-21	0	-12	6	27	34	40	61
145	C7.4	créer des euro-obligations	25	4	7	6	-19	45	51	26
146	C7.5	réglementer les agences de notation	-6	0	1	0	6	76	76	82

Cette confrontation des résultats d'enquêtes permet de prendre la mesure de la variété des thèmes pouvant être soumis à examen. Une première remarque s'impose qui n'est pas anodine : les items retenus résultent d'un choix. D'autres sélections conduiraient peut-être à donner un regard différent, de la même façon que si une autre institution que la Commission avait décidé des questions à poser... L'analyse pourrait être complétée par la prise en compte des tableaux mis en ligne par Ipsos, PEW, etc. Les comparaisons sont faites avec la précédente enquête, datée du début du mois de mai, c'est-à-dire au moment de l'élection de François Hollande. Au cours de cette période de six mois, le débat en Europe a été marqué par la crise de l'euro et ses conséquences sur l'économie des pays du sud de l'Europe, ainsi que par un certain refroidissement des relations entre l'Allemagne et la France. Les résultats du printemps 2013 sont donc attendus avec un grand intérêt.

Si les résultats nationaux sont par construction entachés d'une réelle incertitude (une variation ou un écart égal ou inférieur à 2 points n'est pas statistiquement significative), en revanche les résultats pour l'ensemble de l'Europe traduisent a priori des changements significatifs (du moins très probables) dès qu'ils sont égaux ou supérieurs à 1 point en valeur absolue.

Quelques commentaires

1) Sur l'ensemble de l'UE27

L'érosion quant à la confiance en l'Union européenne n'est pas aussi forte qu'on aurait pu le penser, ou le craindre. Les signaux vont certes dans les deux sens, mais souvent c'est un certain optimisme qui prévaut : une confiance un peu plus grande dans certaines institutions (le Parlement, la Commission, la BCE) une augmentation de l'optimisme sur l'avenir de l'UE – l'euro marque même un point. On souligne même un « appel » à l'UE pour prendre des mesures fortes, que ce soit pour favoriser la recherche et le développement, l'enseignement supérieur, etc.

A l'inverse, et en contradiction avec ce qui vient d'être écrit, on assiste à une très nette régression quand il s'agit de qualifier l'UE dans sa capacité à communiquer sur une image positive, en matière de démocratie et de protection. Là encore, on aimerait pouvoir aller plus loin dans l'investigation et ce d'autant plus que la confiance dans nombre de « pouvoirs » (la TV, les partis politiques...) s'érode.

2) Sur chacun des deux pays

On sait que les Français sont actuellement pessimistes et les résultats de cette enquête confirment non seulement une inquiétude, mais un manque de tonus s'agissant de

notre capacité à faire face. Il faudrait toutefois pouvoir effacer le caractère singulier de la période d'observation (l'élection présidentielle), et prendre davantage de recul (comparer les variations à l'automne 2011 par exemple). En effet, certaines variations pour la France ne font qu'exprimer une déception par rapport aux attentes qu'avait suscitées l'élection présidentielle, puisque beaucoup d'électeurs attendaient une amélioration rapide de la situation économique.

Chacun des résultats est instructif, tant en niveau qu'en écart avec l'ensemble de l'UE ou avec l'Allemagne qu'en variation par rapport à la précédente enquête. A l'examen de plusieurs résultats (voir notamment questions A5), il semblerait que les Allemands s'inquiètent même quand il s'agit de domaines pour lesquels leur pays obtient des scores satisfaisants : la dette, l'inflation, l'écologie.

Des écarts très importants apparaissent entre les deux pays quand il s'agit de savoir comment l'UE pourrait améliorer la performance de son économie (questions C5). Les Français, plus que les Allemands, soulignent la nécessité d'augmenter la durée du travail, de même que de favoriser la création d'entreprises et leur accès au crédit. Ce sont là des carences propres à notre pays. Les Allemands retiennent l'amélioration de l'éducation et une meilleure utilisation de l'énergie. Ils sont très sensibles aux questions touchant à la réforme des marchés financiers : lutte contre l'évasion fiscale, etc. Ils sont au contraire beaucoup moins enclins à l'idée de créer des euro-obligations.

On peut s'interroger sur les résultats observés pour certaines questions, dont on est fondé à penser que leur contenu peut échapper à beaucoup (par exemple les questions sur l'économie, les euro-obligations).

4 – Le bénévolat et la solidarité intergénérationnelle

Dans le cadre de *l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle*, instituée en 2012 sous l'égide de la Commission, une enquête EB Special (EB 378) a été effectuée en septembre – novembre 2011. Une série de questions ont été posées portant en particulier sur la perception de la vieillesse, sur l'âge au départ à la retraite, sur les relations entre générations. On en retiendra deux ici.

Le bénévolat.

Le bénévolat est une notion assez difficile à cerner car il se présente sous des formes extrêmement variables, notamment selon la nature des actions entreprises (sport, culture, action sociale...). Certaines de ces actions se font au sein d'associations, d'autres en dehors de toute structure. Au niveau national, un BOB (Baromètre de l'Opinion des Bénévoles) fournit chaque année des résultats certes intéressants, mais en ce domaine comme dans d'autres, on aimerait pouvoir dépasser le cadre national, savoir ce qu'il en est chez le voisin. Pour cela on ne dispose pas de nombreuses sources : quelques travaux

universitaires (Université John Hopkins aux Etats-Unis), des investigations du Bureau International du travail (BIT) pour mettre au point des nomenclatures adéquates à la collecte d'informations. On en est toujours, semble-t-il, à des travaux d'exploration, et il n'y a pas encore d'étude comparative d'envergure. Selon les quelques éléments glanés sur l'internet, il semblerait que la France se situe un peu au-dessus de la moyenne européenne, mais loin derrière plusieurs pays nordiques. Les pays du sud en revanche se situent nettement en retrait.

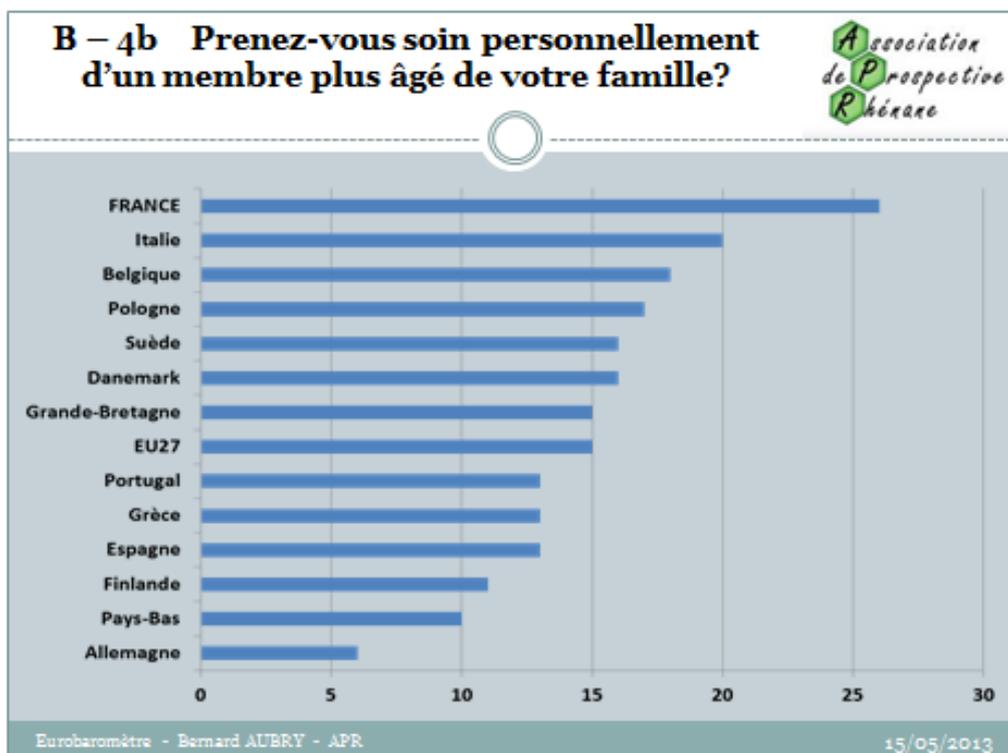
Que dit l'EB ? La France se situerait dans la moyenne européenne au même niveau que la Belgique et la Grande-Bretagne. Les pays les plus impliqués par le bénévolat sont effectivement les pays nordiques, l'Allemagne, ceux qui le sont le moins sont des pays du sud (notamment le Portugal) et la Pologne. En ce cas, l'enquête EB a donc confirmé ce que l'on sait par ailleurs.



Selon l'EB c'est en France, et de loin, que la propension à prendre soin d'un senior dans la famille serait la plus élevée (26 % des personnes interrogées). A l'inverse l'Allemagne aurait le pourcentage le plus bas (6 %).

Que penser de ces résultats, et d'écart aussi élevés entre la France et l'Allemagne alors que la proportion de personnes âgées est plus élevée en Allemagne ? Il n'y a semble-t-il que peu d'informations par ailleurs pour compléter ces comparaisons internationales.

La solidarité intergénérationnelle au sein de la famille.



Selon l'EB c'est en France, et de loin, que la propension à prendre soin d'un senior dans la famille serait la plus élevée (26 % des personnes interrogées). A l'inverse l'Allemagne aurait le pourcentage le plus bas (6 %).

Que penser de ces résultats, et d'écart aussi élevés entre la France et l'Allemagne alors que la proportion de personnes âgées est plus élevée en Allemagne ? Il n'y a semble-t-il que peu d'informations par ailleurs pour compléter ces comparaisons internationales.

5 – Du grain à moudre

Par la présentation de ces quelques résultats on voudrait souligner la nécessité, pour tous ceux qui ont la charge de prendre des décisions, mais aussi pour ceux qui exercent une action militante, d'intégrer des informations utiles à la connaissance objective des domaines sur lesquels ils exercent leur engagement. Cette appropriation de la connaissance ne peut se faire efficacement que par un travail de réflexion collective, dans le cadre d'associations par exemple.